COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX

**EXTRAIT
DU
REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU
CONSEIL DE COMMUNAUTE**

**Séance du 21 juillet 2006
(convocation du 10 juillet 2006)**

Aujourd'hui Vendredi Vingt Et Un Juillet Deux Mil Six à 09 Heures 30 le Conseil de la Communauté Urbaine de BORDEAUX s'est réuni, dans la salle de ses séances sous la présidence de Monsieur Alain ROUSSET, Président de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

ETAIENT PRESENTS :

M. ROUSSET Alain, M. MARTIN Hugues, M. HOUDEBERT Henri, M. BRANA Pierre, M. BRON Jean-Charles, M. BROQUA Michel, Mme CARTRON Françoise, M. CAZABONNE Alain, M. CAZABONNE Didier, M. CHAUSSET Gérard, M. DAVID Alain, Mme DESSERTINE Laurence, M. DUCASSOU Dominique, M. DUCHENE Michel, Mme EYSSAUTIER Odette, M. FAVROUL Jean-Pierre, Mme FAYET Véronique, M. FREYGEFOND Ludovic, M. GELLE Thierry, M. GUICHARD Max, M. LABARDIN Michel, M. LABISTE Bernard, Mme LACUEY Conchita, M. LAMAISON Serge, M. MERCIER Michel, M. PIERRE Maurice, M. PUJOL Patrick, M. SAINTE-MARIE Michel, M. SEUROT Bernard, M. SOUBIRAN Claude, M. TURON Jean-Pierre, M. VALADE Jacques, M. BANAYAN Alexis, M. BANNEL Jean-Didier, M. BENOIT Jean-Jacques, Mme BRACQ Mireille, M. CANOVAS Bruno, Mme CARLE DE LA FAILLE Marie Claude, M. CASTEL Lucien, Mme CAZALET Anne-Marie, M. CHAZEAU Jean, Mme CONTE Marie-Josée, Mlle COUTANCEAU Emilie, M. COUTURIER Jean-Louis, M. DANE Michel, Mme DARCHE Michelle, M. DAVID Jean-Louis, Mme DE FRANCOIS Béatrice, Mme DELAUNAY Michèle, M. DELAUX Stéphan, M. DOUGADOS Daniel, Mme DUBOURG-LAVROFF Sonia, Mme DUMONT Dominique, M. DUPRAT Christophe, M. DUTIL Silvère, M. FAYET Guy, M. FERILLOT Michel, M. FEUGAS Jean-Claude, M. GRANET Michel, M. GUICHOUX Jacques, M. GUILLEMOTEAU Patrick, M. HERITIE Michel, M. HOURCQ Robert, M. HURMIC Pierre, M. JAULT Daniel, M. JOUVE Serge, M. JUNCA Bernard, Mme KEISER Anne-Marie, Mme LIMOUZIN Michèle, M. LOTHAIER Pierre, M. MANGON Jacques, M. MERCHERZ Jean, M. MILLET Thierry, Mme MOULIN-BOUDARD Martine, M. MOULINIER Maxime, M. NEUVILLE Michel, Mme NOEL Marie-Claude, Mme PARCELIER Muriel, M. PONS Henri, Mme PUJO Colette, M. QUANCARD Joël, M. QUERON Robert, M. REBIERE André, M. REDON Michel, M. RESPAUD Jacques, M. SARRAT Didier, M. SEGUREL Jean-Pierre, M. SIMON Patrick, M. TAVART Jean-Michel, Mme TOUTON Elisabeth, Mme VIGNE Elisabeth, Mme WALRYCK Anne.

EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION :

M. BOBET Patrick à M. DUCHENE Michel	M. CAZENAVE Charles à M. DAVID Jean-Louis
Mme. CURVALE Laure à M. CHAUSSET Gérard	M. CORDOBA Aimé à M. BROQUA Michel
M. FELTESSE Vincent à M. SEGUREL Jean-Pierre	M. DELAUX Stephan à Mme PARCELIER Muriel (à partir de 10 h 30)
M. FLORIAN Nicolas à M. PUJOL Patrick	Mme. FAORO Michèle à Mme. LIMOUZIN Michèle
M. TOUZEAU Jean à M. DAVID Jean-Louis	M. GOURGUES Jean-Pierre à M. MERCIER Michel
M. ANZIANI Alain à M. SAINTE-MARIE Michel	Mme. ISTE Michèle à M. SARRAT Didier
M. BANNEL J. Didier à Mme BRACQ Mireille (jusqu'à 10 h 15)	Mme. JORDA-DEDIEU Carole à M. LOTHAIER Pierre
M. BAUDRY Claude à M. FERILLOT Michel	M. MAMERE Noël à M. DANE Michel
M. BELIN Bernard à M. TAVART Jean-Michel	M. MANSENCAL Alain à M. MERCHERZ Jean
M. BELLOC Alain à Mme. PUJO Colette	M. MAURIN Vincent à Mme. EYSSAUTIER Odette
M. BREILLAT Jacques à M. CASTEL Lucien	M. MONCASSIN Alain à M. GRANET Michel
Mme. BRUNET Françoise à M. SIMON Patrick	Mme MOULIN-BOUDARD Martine à Mme CAZALET A. Marie (jusqu'à 10 h 45)
M. CANIVENC René à M. QUERON Robert	Mme PALVADEAU Chrystèle à M. NEUVILLE Michel
M. CARTI Michel à Mme. CARTRON Françoise	M. POIGNONEC Michel à M. FAYET Guy
Mme CASTANET Anne à Mme CARLE DE LA FAILLE Marie Claude	Mme. RAFFARD Florence à M. QUANCARD Joël
M. CASTEX Régis à M. REBIERE André	

LA SEANCE EST OUVERTE

Construction du tramway 2ème phase - Indemnisation à l'amiable du préjudice commercial - Périodes d'indemnisation - Adoption - Décision

Monsieur CAZABONNE présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs

La construction de trois lignes de réseau tramway génère des modifications majeures du tissu urbain dont la phase de déroulement des travaux a des répercussions sur les activités économiques riveraines du tracé. Afin d'en minimiser l'impact, de nombreuses dispositions ont été mises en place en termes, notamment, de communication de proximité, d'organisation des chantiers, de plan provisoires circulation et de planning des travaux. Dans ce cadre également et afin de poursuivre la même finalité, le Conseil de Communauté, par délibération du 22 octobre 1999 a décidé de la mise en place d'une procédure d'indemnisation à l'amiable pour les préjudices d'exploitation commerciale résultant des travaux du tramway en créant à cet effet une commission ad hoc dont la composition est la suivante :

Président	1 Magistrat
Vice-Président	1 Elu : Vice-Président de la CUB
Membres permanents	1 représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bordeaux (CCIB) 1 représentant de la Chambre des Métiers 1 représentant du Trésorier Payeur Général (TPG) 1 représentant de l'Ordre des Experts Comptables 1 représentant de la Commune concernée par le dossier le directeur général de la CUB le directeur de la direction du Juridique le chef de projet de la mission Tramway
Total	10 membres à voix délibérative

Les attributions de cette Commission d'indemnisation à l'amiable du préjudice commercial sont les suivantes :

- instruire les dossiers d'indemnisation des préjudices commerciaux susceptibles d'être causés aux professionnels riverains du tracé en s'entourant de l'avis d'experts afin de déterminer d'une part, la réalité du préjudice et d'autre part, son évaluation financière,
- émettre un avis de manière à éclairer la décision finale prise par Monsieur le Président conformément à la délibération 2004/878 du 17 décembre 2004 qui fixe le montant de l'indemnisation grâce à une convention de transaction.

Cette Commission a fonctionné pendant toute la construction de la première phase du chantier tramway. C'est ainsi que 270 activités professionnelles riveraines ont été indemnisées pour un montant cumulé de 10 367 074 €.

Dans le cadre de la réalisation actuelle de la 2^{ème} phase il vous est proposé de retenir les périodes d'indemnisation issues du planning de l'opération telles que représentées dans les plans ci-annexés pour les 7 branches géographiques concernées par la 2^{ème} phase.

Ainsi, dans le respect des principes de la jurisprudence administrative qui président à la réparation des dommages permanents de travaux publics, la Commission d'indemnisation amiable se référera aux périodes précitées pour apprécier le lien de causalité entre le préjudice allégué et les travaux (pour une durée présumée égale sauf élément de fait contraire, à celle figurant sur lesdits plans).

Une première approche du coût du dispositif d'indemnisation à l'amiable, concernant la deuxième phase du chantier tramway, peut être estimée à 2,5 M € compte tenu de la densité commerciale.

- En conséquence, et si tel est votre avis, il vous est demandé, Mesdames, Messieurs,
- de bien vouloir adopter les périodes d'indemnisation issues des plans ci-annexés qui constituent les dates de référence de la Commission d'indemnisation pour l'analyse du préjudice dans les conditions ci-dessus décrites.
 - d'autoriser Monsieur le Président à signer tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité.
Fait et délibéré au siège de la Communauté Urbaine le 21 juillet 2006,

Pour expédition conforme,
par délégation,
le Vice -Président,

M. ALAIN CAZABONNE

**REÇU EN
PRÉFECTURE LE
2 AOÛT 2006**